

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE APPLIQUEE
(ARESA)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2011**

RAPPORT FINAL

(AVRIL 2013)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence Nationale de la Recherche Scientifique Appliquée (ARESA) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010-1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence Nationale de la Recherche Scientifique Appliquée (ARESA) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- (a) la Commission des Marchés de l'ARESA est présidée par le Chef du Service Administratif et Financier ; cette composition n'est pas conforme aux dispositions de l'arrêté 11 588 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 36-1 du CMP puisque le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose dans son article 2 alinéa d) que : « outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant ».
- (b) nous avons noté de manière générale une insuffisante formalisation des procédures de DRP : les lettres d'invitation à soumissionner ne contiennent pas la liste des candidats consultés comme le recommande la circulaire N° 4 du Premier Ministre en date du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres n'est pas systématique. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même Nous avons de plus relevé que plusieurs paiements sont effectués avant enregistrement des contrats.
- (c) des signes de collusion ont été identifiés sur le marché relatif à **l'acquisition de matériels et produits d'entretien attribué à Kiné Global Business pour un montant de 2 149 075 F CFA** pour lequel le bon de commande a été établi à une date antérieure à la notification du marché (15 novembre et 1er décembre 2011 respectivement) illustrant ainsi une opération de régularisation proscrite par l'article 44 du COA.
- (d) ce même constat de collusion et d'incohérence entre les dates d'établissement des différents documents de passation des marchés, signes de manquements dans le bon ordre de mise en œuvre des différentes étapes de la passation de marchés et de régularisation d'opérations, a également été identifié dans la procédure **d'acquisition d'outillages et de matériels agricoles attribué à ARCHISTORE pour 17 508 250 F CFA**. Sur ce marché, les quantités ont été modifiées à la signature du contrat alors qu'aucune disposition du cahier des charges ne prévoyait une telle possibilité. De surcroît, l'examen de ce contrat a permis de confirmer les soupçons de fraude et de collusion entre CONCEPTIKA et ARCHISTORE qui se partagent une bonne partie des marchés de l'ARESA, le Directeur d'ARCHISTORE apposant par inadvertance le cachet de CONCEPTIKA sur ce contrat attribué à ARCHISTORE.

- (e) nous avons aussi constaté sur le marché relatif à **l'acquisition de fournitures de matériels et mobiliers de stockage** attribué à SANTORA INNOVATIONS pour 5 683 470 F CFA, des signes de collusion entre CONCEPTIKA et INTER PROMOTION. La récurrence de ces anomalies sur la passation des marchés par Demande de Renseignement et de Prix montre que l'Autorité Contractante ne veille pas au respect du principe de transparence.
- (f) le marché relatif à la **fourniture d'intrants agro-alimentaires a été attribué à CONCEPTIKA pour un montant de 27 228 500 F CFA**. Ce marché n'a été exécuté qu'à hauteur de 4 222 040 F CFA le fournisseur étant dans l'impossibilité de satisfaire à ses obligations. Nous notons qu'au regard des documents classés dans le dossier de passation, l'ARESA n'a pas adressé de mise en demeure en bonne et due forme au fournisseur pour une éventuelle résiliation du contrat à ses seuls risques et périls. Nous précisons, qu'en cas de non exécution dans un délai déterminé dans ladite mise en demeure qui aurait dû être servie à l'attributaire, les prestations auraient pu être poursuivies par la conclusion d'un marché de substitution qu'il aurait fallu formellement notifier au fournisseur défaillant avant le début des prestations du fournisseur de substitution.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- a) de nombreuses insuffisances ont été notées dans le classement et l'archivage de la documentation en raison de la non mise en œuvre des instructions de l'ARMP en la matière (Manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés);
- b) le Plan de Passation des Marchés, l'Avis Général de Passation des Marchés n'ont pas été établis par l'Autorité Contractante en violation des dispositions de l'article 6 du CMP ;
- c) le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés (article 143 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par l'Agence Nationale de la Recherche Scientifique Appliquée ;
- d) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

A notre avis, au regard de l'importance des réserves et exceptions évoquées ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	16
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	18
1.4	Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	20
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	24
2.1	Contexte de l'intervention	25
2.2	Objectifs de la mission	26
2.2.1	Objectifs généraux	26
2.2.2	Objectifs spécifiques	26
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	27
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	30
3	Approche méthodologique mise en œuvre	31
3.1	Revue approfondie des textes de référence	32
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	33
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	34
3.3.1	Audit de la préparation des marchés	35
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution	36
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	37
4	Résultats des travaux	38
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	39
4.1.1	Commission des Marchés	39
4.1.2	Cellule de Passation des Marchés	39
4.1.3	Charte de Transparence et d'Ethique en Matière de Passation des Marchés	40
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	40
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	40
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	40
4.1.5	Rappel des seuils applicables à l'ARESA	40
4.2	Examen des marchés	41
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	41
4.2.2	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	42

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARESA	Agence Nationale de la Recherche Scientifique Appliquée
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

DRP N°1 - FOURNITURE D'OUTILLAGES ET DE MATERIELS DE STOCKAGE – ARCHISTORE POUR 17 508 250 F CFA

Les lettres de saisine des fournisseurs n'ont pas été mises à notre disposition ; l'examen de leurs références rappelées dans les réponses des soumissionnaires a permis de relever des incohérences entre leurs numérotations et leurs dates d'établissement (les lettres de saisine N° 415 et 418 sont datées du 5 juillet 2011 alors que la lettre N° 419 est datée du 4 juillet 2011) ;

Le dossier ne comprend pas non plus les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. sous ce rapport, nous précisons que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;

L'examen des factures pro forma présentées par les soumissionnaires a permis de constater de nombreuses similitudes dans leur présentation laissant entrevoir une collusion entre les fournisseurs ;

Trois des factures pro forma sont datées dans un intervalle d'un mois (une est datée du 14/07/2011 alors que deux autres étaient respectivement datées du 13/06/2011 et du 14/06/2011). La procédure de DRP n'étant pas censée s'étaler sur une aussi longue période notamment pour la période accordée à la préparation des offres, il s'ensuit de fortes suspicions sur la conformité de l'opération aux dispositions de l'article 78 du CMP. Ce soupçon est renforcé par l'incohérence entre la date d'ouverture des plis (25 juillet 2011) qui serait postérieure à la date d'établissement du Procès Verbal d'attribution, de signature du contrat et d'établissement du bon de commande (20 juillet 2011) ;

ARCHI STORE qui était le moins disant avec une facture pro forma de 16 829 750 F CFA s'est retrouvé avec une commande 17 508 250 F CFA soit une hausse de 678 500 F CFA alors qu'aucune disposition du cahier des charges ne prévoit une variation de quantités au moment de la signature du contrat. La comparaison de la facture définitive et de la facture pro forma a permis de constater que certains prix unitaires et

certaines quantités ont été modifiées en violation des dispositions du CMP ;

Par ailleurs, l'examen du contrat a également permis de constater qu'en lieu et place du cachet de l'attributaire, ARCHISTORE SARL, c'est plutôt celui de CONCEPTIKA SARL qui y a été apposé ; il s'agit d'un signe supplémentaire de la fraude ainsi organisée dans cette procédure de DRP ;

Les justificatifs du précompte et du reversement de la TVA ne sont pas classés dans le dossier de marché.

DRP N° 2 - ACQUISITION DE MATERIEL ET MOBILIER DE FORMATION – SANTORA INNOVATION POUR 5 683 470 F CFA

Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent aucune indication sur l'identité des autres candidats consultés comme le recommande la circulaire N° 4 du Premier Ministre en date du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

La clause relative aux pénalités de retard n'est pas introduite dans le contrat en violation de l'article 13 du CPM relatif aux mentions obligatoires à insérer dans les contrats et l'article 133 du CMP relatif aux pénalités de retard à décompter en cas de non respect par l'attributaire des délais contractuels ;

Le dossier ne comprend pas non plus les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;

Les factures pro forma des soumissionnaires CONCEPTIKA et INTER PROMOTION présentent des similitudes laissant entrevoir qu'elles proviennent de la même source ou de sources liées.

DRP N° 3 MATERIEL ET PRODUITS D'ENTRETIEN – KINE GLOBAL POUR 2 149 075 F CFA

L'examen des factures pro forma présentées par les soumissionnaires Service Plus et Alioune Cissé dit Badou renferment de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre ces deux fournisseurs ;

Une différence a été identifiée sur la facture Pro forma d'Alioune Cissé entre le montant en lettres (Un million six cent soixante quatre mille trois cent trente et un francs TTC) et le montant en chiffres qui est de 2 182 056 F TTC ;

Le Bon de Commande a été établi le 15 novembre 2011 soit, quinze jours avant la notification du marché datée du 1^{er} décembre 2011, illustrant ainsi une procédure de régularisation en violation des dispositions de l'article 44 du COA ;

L'attestation de précompte et le justificatif du reversement de la TVA n'ont pas été joints au dossier.

DRP N° 5 ACHAT DE MOTOS – SAMAT SARL POUR 2 692 000 F CFA

Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres soumissionnaires auxquels la lettre a été envoyée. Ceci n'est pas conforme à la circulaire 004 du 31 mars 2009 du Premier Ministre ci-avant mentionné ;

Le dossier ne comprend pas non plus les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;

L'attestation et le justificatif du reversement du précompte de TVA ne figurent pas dans le dossier de passation.

DRP N° 6 FOURNITURE DE MATERIEL D'EMBALLAGE – CONCEPTIKA POUR 29 411 500 F CFA

Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres soumissionnaires auxquels la lettre a été envoyée. Ceci n'est pas conforme à la circulaire 004 du Premier Ministre ;

Le dossier ne comprend pas non plus les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;

L'examen des factures Pro forma a permis de noter des signes de collusion entre INTER PROMOTION et ALIOUNE CISSE ;

Le contrat a été enregistré le 02 Mars 2012 soit 08 mois après sa signature (19 Juillet 2011) et 03 mois après la réception définitive des fournitures et le règlement (05 Décembre 2011) ;

Le délai de livraison n'est pas mentionné dans le contrat en violation de l'article 13-6 du CMP ;

L'attestation et le justificatif du reversement du précompte de TVA ne figurent pas dans le dossier de passation.

DRP N° 7 FOURNITURES DE BUREAU – SANTORA POUR 5 464 285 F CFA

Les lettres d'invitation à soumissionner ne sont pas classées dans le dossier de passation ;

Le Procès Verbal d'attribution ne mentionne pas le montant auquel le marché a été attribué ;

Le dossier ne comprend pas non plus les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;

L'observation des factures pro forma a permis d'identifier des signes de collusion entre les fournisseurs PLANTATION SARL, SANTORA, INTER PROMOTION et CONCEPTIKA ;

L'attestation et le justificatif du reversement du précompte de TVA ne figurent pas dans le dossier de passation ;

Les paiements ont été effectués le 29 décembre 2011 alors que le contrat n'avait pas été enregistré. Ledit enregistrement est intervenu le 19 mars 2011 soit plus de deux (2) mois après l'exécution du contrat.

DRP N° 8 FOURNITURE D'INTRANTS AGRO ALIMENTAIRES – CONCEPTIKA POUR 27 228 500 F CFA

Le dossier ne comprend pas les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;

Les offres des candidats présentent des similitudes qui laissent entrevoir au moins une collusion entre fournisseurs ;

Le Procès Verbal d'attribution ne mentionne pas le montant auquel le marché a été attribué. Il ressort cependant de l'examen des factures pro forma que le moins disant CONCEPTIKA a proposé un montant de 27 228 500 F CFA. Une commande pour ce même montant lui a été adressée

le 19 juillet 2011. La livraison partielle est intervenue le 15 novembre 2011 soient 4 mois après l'émission du Bon de Commande et seulement pour une partie des intrants commandés. Nous notons qu'un contrat daté du 19 juillet 2011 a été signé avec l'attributaire pour un montant de 4 222 040 CFA correspondant exactement à la contrevaleur des intrants livrés. Ce contrat semble avoir été signé pour régulariser la défaillance de l'attributaire car il serait incongru d'émettre le même jour un Bon de Commande de 27 228 500 F Cfa et de ne contracter que pour 4 222 040 F CFA. A notre avis, c'est en raison de l'impossibilité pour l'attributaire de satisfaire à ses obligations que l'autorité contractante s'est résolue à contracter pour ce montant revu à la baisse dans des proportions anormales et non prévues par le règlement de la consultation. Le suivi de l'exécution du marché n'a pas été effectué conformément aux dispositions du CMP notamment en servant une mise en demeure en bonne et due forme à l'attributaire et éventuellement en prononçant la résiliation du contrat initial (il ne nous a pas été remis) et en poursuivant avec le second moins disant aux risques et périls de l'attributaire défaillant ;

Le contrat n'a été enregistré que plus de huit (8) mois après son exécution et après paiement des prestations alors que lesdits paiements ne doivent être effectués que sur la base de contrats dûment enregistrés.

DRP N° 9 FOURNITURE D'EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENT D'UNE PLATEFORME AGRO ALIMENTAIRE – ARCHISTORE POUR 28 379 000 F CFA

Les lettres d'invitation des candidats n'ont pas été mises à notre disposition dans le dossier ;

Les PV d'attribution ne mentionnent pas le montant auquel le marché a été attribué ;

La lettre de notification de l'attribution n'est pas classée dans le dossier ;

Le dossier ne comprend pas les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;

L'examen des offres a permis de noter des similitudes entre les offres de INTER PROMOTION et CONCEPTIKA laissant entrevoir de possibles manœuvres collusives entre ces fournisseurs ;

Le contrat n'a été enregistré que près de neuf (9) mois après la signature, bien après son exécution et après paiement des prestations alors que

lesdits paiements ne doivent être effectués que sur la base de contrats dûment enregistrés.

DRP N° 10 FOURNITURE DE MATERIEL BUREAUTIQUE ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES DIVERS – ARCHI STORE POUR 6 478 200 F CFA

Le dossier ne comprend pas les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;

L'examen des offres a permis de noter des similitudes entre les offres des soumissionnaires laissant entrevoir des manœuvres collusives. Cette suspicion est renforcée par le fait que tous les candidats ont soumissionné sur le même lot alors que la DRP comprenait deux lots ;

L'objet du contrat (Equipement scientifique et plateforme agro-alimentaire) n'est pas conforme à l'intitulé exact de la DRP (fourniture de matériel bureautique et de consommables informatiques) ;

Le bon de commande n'est pas daté ;

Le contrat n'a été enregistré que plus de trois (3) mois après son exécution ;

L'attestation de précompte et le justificatif du reversement de la TVA ne sont pas classés dans le dossier.

DRP N° 11 REALISATION DE TRAVAUX D'IMPRESSION ET DE DOCUMENTS DE PRESENTATION

Le dossier ne comprend pas les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;

L'examen des offres a permis de noter des similitudes entre les offres des soumissionnaires laissant entrevoir de possibles manœuvres collusives ; Une même anomalie a été identifiée entre la pro forma d'un soumissionnaire et le bon de commande émis par l'autorité contractante

laissant supposer une possible simulation de concurrence ;

Le contrat n'a été enregistré que plus de trois (3) mois après son exécution ;

L'attestation de précompte et le justificatif du reversement de la TVA ne sont pas classés dans le dossier.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Se conformer aux dispositions du CMP et de la circulaire N°4 du PM ;

Bannir les pratiques collusives et les simulations de concurrence ;

Bannir la régularisation des marchés.

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>Des paiements sont effectués sur des contrats non encore soumis à la formalité de l'enregistrement ;</p> <p>Les précomptes de TVA et les justificatifs de leur reversement ne sont pas classés avec les pièces de marché.</p>
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>Exiger des attributaires le retour d'un original enregistré du contrat avant tout paiement ;</p> <p>Classer les attestations de précompte et le justificatif du reversement de la TVA.</p>

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

Le suivi de l'exécution des commandes n'est pas rigoureux avec de nombreux retards de livraison ne donnant pas lieu à des relances ou mise en demeure ;

La défaillance, même partielle, des fournisseurs ne donne pas lieu à la mise en œuvre des procédures d'exécution recommandées par le CMP.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

Veiller au suivi formalisé de l'exécution des contrats.

1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DRP	DRP	DRP N° 6054	DRP	DRP
Nature	Fourniture d'outillage et de matériel de stockage	Fourniture de matériel et mobilier de stockage	Matériel et produits d'entretien	Achat de 05 cachets printer	Fourniture de moto d'une puissance de 250 cm3 avec une top case et un casque de sécurité
Attributaires	Archi Store	Santora Innovations	Kiné Global Business	GIE MAKTOUME	SAMAT SARL
Montants en F CFA TTC	17 508 250	5 683 470	2 149 075	165 200	2 692 000
Incohérence dans les dates des étapes de la passation des marchés	√		√		
Modification apportée sur le montant du marché (revu à la hausse) non prévue dans le cahier des charges	√				
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√		√	√	√
Circulaire N° 004 du Premier Ministre sur la procédure des DRP	√	√	√		√
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation	√				
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	√				
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires à insérer dans les contrats					
Violation de l'article 133 du CMP sur les pénalités de retard					

Description	DRP	DRP N° 60552	DRP N° 6328	DRP N° 2421	DRP N° 60551	DRP N° 626
Nature	Fourniture de matériel d'emballage	Fourniture de bureau	Fourniture d'intrants agro alimentaires	Fourniture d'équipements et aménagement d'une plateforme agro alimentaire	Fourniture de matériel bureautique et consommables informatiques divers	Réalisation de travaux d'impression et de documents de présentation
Attributaires	Conceptika SARL	Santora Innovations	Conceptika SARL	Archi Store SARL	Archi Store SARL	Archi Store SARL
Montants en F CFA TTC	29 411 500	5 464 285	27 228 500	28 379 000	6 478 200	7 670 000
Enregistrement tardif du contrat et paiements effectués antérieurs à l'enregistrement	√	√	√	√	√	√
Délai de livraison non mentionné dans le contrat	√					
Objet du contrat non conforme au marché					√	
Montant attribué non mentionné dans les procès verbaux d'évaluation et d'attribution		√	√	√	√	
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√	√	√	√	√	√
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires à insérer dans les contrats	√					
Violation de l'article 133 du CMP sur les pénalités de retard						
Circulaire N° 004 du Premier Ministre sur la procédure des DRP	√	√	√	√	√	

Violation de l'article 67-1 du CMP sur l'ouverture des plis					√	√
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP			√		√	√

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et

5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès - verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci- après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 90-07 du 20 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;

- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2008 – 513 du 20 mai 2008 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'ARESA ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Agence Nationale de la Recherche Appliquée pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;

- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMF sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,

- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci- après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au

libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),

- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,

- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMF),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de l'ARESA, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Nous avons noté que la Commission des Marchés de l'ARESA est présidée par le Chef du Service Administratif et Financier. Cette présidence confiée au Chef du SAF n'est pas conforme aux dispositions de l'arrêté 11 588 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application de l'article 36-1 du CMP, puisque ledit arrêté dispose dans son article 2 alinéa d) que : « outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son représentant ». Par conséquent, le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être le Président de la Commission des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a été pris le 28 mars 2011 alors que l'article 36-1 dispose que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours.

Les représentants de la tutelle (Présidence de la République) tout comme du Contrôle Financier au sein de la Commission des Marchés de l'ARESA ont été désignés respectivement le 18 mars 2011 (Note de Service N° 01378 PR/SG/SAGE/bd) et le 24 mars 2011 (Note de Service N° 1967/PR/SGPR.CF).

Nous avons noté que la Commission des Marchés n'a respecté que partiellement ses obligations d'information des soumissionnaires notamment l'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures d'appel à la concurrence.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination de l'unique membre de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) en la personne de la Chargée de la Communication a été pris en date du 08 juin 2011 (Note N°056/DG/CSAF/mayd).

La Cellule de Passation des Marchés n'a préparé ni rapports trimestriels, ni rapport annuel.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été signées pour la plupart en mai 2011. Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de l'ARESA, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés n'a pas été confectionné et n'a, a fortiori, pas été transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Le PPM aurait dû être établi et transmis à la DCMP au plus tard le 31 décembre 2010 pour ce qui concerne la gestion 2011.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM n'a pas été publié en violation des dispositions de l'article 6 du CMP.. L'Autorité Contractante ne s'est pas acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'ARESA

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'ARESA sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'ARESA EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2010		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appels d'offres ouverts (AOO)						
Appels d'offres restreints (AOR)						
Demandes de Propositions (DP)						
Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)	11	132 829 480	11	132 829 480	100%	100%
Ententes directes (ED)						
Avenants						
Total	11	132 829 480	11	132 829 480	100%	100%

4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N°1 FOURNITURE D'OUTILLAGE ET DE MATERIEL DE STOCKAGE	
Date de saisine des fournisseurs	Néant
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Néant
Délai de préparation des offres	Néant
Date d'attribution	20 juillet 2011
Fournisseurs consultés	KINE GLOBAL BUSINESS, G.I.E FRAMI, G.I.E SOPE NABI, ALIOUNE CISSE, ARCHI STORE
Nombre d'offres reçues	05
Attributaire	ARCHI STORE
Montant du marché en F CFA TTC	17 508 250
Non conformités	<p>Les lettres de saisine des fournisseurs n'ont pas été mises à notre disposition ; l'examen de leurs références rappelées dans les réponses des soumissionnaires a permis de relever des incohérences entre la numérotation et les dates d'établissement (les lettres de saisine N° 415 et 418 sont datées du 5 juillet 2011 alors que la lettre N° 419 est datée du 4 juillet 2011) ;</p> <p>Le dossier ne comprend pas non plus les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;</p> <p>L'examen des factures pro forma présentées par les soumissionnaires a permis de constater de nombreuses similitudes dans leur présentation laissant entrevoir une collusion entre les fournisseurs ;</p>

	<p>Trois des factures pro forma sont datées dans un intervalle d'un mois (une est datée du 14/07/2011 alors que deux autres étaient respectivement du 13/06/2011 et du 14/06/2011). La procédure de DRP n'étant pas censée s'étaler sur une aussi longue période notamment pour la période accordée à la préparation des offres, il s'ensuit de fortes suspicions de collusion qui constituent autant de violations des dispositions de l'article 78 du CMP. Ce soupçon est renforcé par l'incohérence entre la date d'ouverture des plis (25 juillet 2011) qui serait postérieure aux dates d'établissement du Procès Verbal d'attribution, de signature du contrat et d'établissement du bon de commande (20 juillet 2011) ;</p> <p>ARCHI STORE qui était le moins disant avec une facture pro forma de 16 829 750 F CFA s'est retrouvé avec une commande 17 508 250 F CFA soit une hausse de 678 500 F CFA alors qu'aucune disposition du cahier des charges ne prévoit une variation de quantités au moment de la signature du contrat. La comparaison de la facture définitive et de la facture pro forma a permis de constater que certains prix unitaires et certaines quantités ont été modifiés en violation des dispositions du CMP ;</p> <p>Par ailleurs, l'examen du contrat a également permis de constater qu'en lieu et place du cachet de l'attributaire, ARCHISTORE SARL, c'est plutôt celui de CONCEPTIKA SARL qui y a été apposé. Il s'agit d'indices suspects de collusion entre acteurs intervenant régulièrement dans la mise en œuvre des procédures de passation des marchés de l'ARESA. Les justificatifs du précompte et du reversement de la TVA ne sont pas classés dans le dossier de marché.</p>
Recommandations	<p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Veiller à une correcte mise en œuvre de la procédure de DRP telle que précisée par l'article 78 du CMP et la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Se conformer à l'article 44 du COA et bannir la régularisation d'opérations déjà effectuées ;</p> <p>Veiller à assurer la transparence dans les opérations de passation</p>

	de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	J'accuse réception de la lettre par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011. Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'Agence pendant la période concernée.
Appréciation du Consultant	<p>Nous voudrions préciser qu'en vertu du principe de continuité du service il n'est pas convenable pour un responsable de se soustraire à ses obligations sous prétexte que la Direction Générale de l'ARESA a changé de titulaire.</p> <p>Les documents sur la base desquels nos travaux ont été effectués nous ont été transmis par le Président de la Commission des Marchés, les autres acteurs de la passation des marchés sont également toujours en activité dans la structure et sont normalement à même d'apporter les éclairages sur chacun des points de non-conformité soulevés dans notre rapport provisoire.</p>

DRP N°2 FOURNITURE DE MATERIEL ET MOBILIER DE FORMATION	
Date de saisine des fournisseurs	02 novembre 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	11 novembre 2011
Délai de préparation des offres	10 jours
Date d'attribution	Néant
Fournisseurs consultés	PLANTATION SARL, ARCHI STORE, SANTORA INNOVATIONS, CONCEPTIKA SARL, INTER-PROMOTION II
Nombre d'offres reçues	05
Attributaire	SANTORA INNOVATIONS
Montant du marché en F CFA TTC	5 683 470 F CFA
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne donnent aucune indication sur l'identité des autres candidats consultés comme le recommande la circulaire N° 4 du Premier Ministre en date du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>La clause relative aux pénalités de retard n'est pas introduite dans le contrat en violation des articles 13.7 et 133 du CMP ;</p> <p>Le dossier ne comprend pas non plus les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;</p> <p>Les factures pro forma des soumissionnaires CONCEPTIKA et INTER PROMOTION présentent des similitudes laissant entrevoir qu'elles proviennent de la même source ou de sources liées.</p>

Recommandations	<p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Veiller à une correcte mise en œuvre de la procédure de DRP telle que précisée par l'article 78 du CMP et la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 13.7 et 133 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>J'accuse réception de la lettre par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011. Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'Agence pendant la période concernée.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous voudrions préciser qu'en vertu du principe de continuité du service il n'est pas convenable pour un responsable de se soustraire à ses obligations sous prétexte que la Direction Générale de l'ARESA a changé de titulaire.</p> <p>Les documents sur la base desquels nos travaux ont été effectués nous ont été transmis par le Président de la Commission des Marchés, les autres acteurs de la passation des marchés sont également toujours en activité dans la structure et sont normalement à même d'apporter les éclairages sur chacun des points de non-conformité soulevés dans notre rapport provisoire.</p>

DRP N° 3 MATERIEL ET PRODUITS D'ENTRETIEN	
Date de saisine des fournisseurs	02 novembre 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	11 novembre 2011
Délai de préparation des offres	9 jours à 10 heures
Date d'attribution	15 novembre 2011
Date de notification d'attribution	1 ^{er} décembre 2011
Délai de livraison	Néant
Fournisseurs consultés	05 : Inter promotion- ETS Alioune Cissé dit Badou- Kiné Global Business- Service Plus- GIE Santora
Nombre d'offres reçues	05 : Inter promotion- ETS Alioune Cissé dit Badou- Kiné Global Business- Service Plus- GIE Santora
Attributaire	KINE GLOBAL BUSINESS
Montant du marché en F CFA TTC	2 149 075 F CFA TTC
Non conformités	<p>L'examen des factures pro forma présentées par les soumissionnaires Service Plus et Alioune Cissé dit Badou renferment de nombreuses similitudes laissant entrevoir une possible collusion entre ces deux fournisseurs ;</p> <p>Une différence a été identifiée sur la facture Pro forma d'Alioune Cissé entre le montant en lettres (Un million six cent soixante quatre mille trois cent trente et un francs TTC) et le montant en chiffres qui est de 2 182 056 F TTC ;</p> <p>Le Bon de Commande a été établie le 15 novembre 2011 quinze jours avant la notification du marché datée du 1er décembre 2011, illustrant ainsi une procédure de régularisation en violation des dispositions de l'article 44 du COA ;</p> <p>Les justificatifs du précompte et du reversement de la TVA ne sont</p>

		pas classés dans le dossier de marché.
Recommandations		<p>Veiller à la transparence dans la mise en œuvre des procédures de DRP ;</p> <p>Veiller au bon ordre de mise en œuvre des différentes étapes de la passation des marchés pour ne pas se mettre en situation de devoir régulariser des opérations déjà exécutées ou en cours d'exécution la pratique de la régularisation étant proscrite par les dispositions de l'article 44 du COA.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	de	<p>J'accuse réception de la lettre par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011. Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'Agence pendant la période concernée.</p>
Appréciation Consultant	du	<p>Nous voudrions préciser qu'en vertu du principe de continuité du service il n'est pas convenable pour un responsable de se soustraire à ses obligations sous prétexte que la Direction Générale de l'ARESA a changé de titulaire.</p> <p>Les documents sur la base desquels nos travaux ont été effectués nous ont été transmis par le Président de la Commission des Marchés, les autres acteurs de la passation des marchés sont également toujours en activité dans la structure et sont normalement à même d'apporter les éclairages sur chacun des points de non-conformité soulevés dans notre rapport provisoire.</p>

DRP N° 4 ACHAT DE 05 CACHETS PRINTER	
Fournisseurs consultés	Néant
Nombre d'offres reçues	Néant
Attributaire	GIE MAKTOUME
Montant du marché en F CFA TTC	165 200 F CFA TTC
Non conformités	Les justificatifs du précompte et du reversement de la TVA ne sont pas classés dans le dossier de marché.
Recommandations	Veiller au classement et à l'archivage exhaustif de tous les documents de passation des marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	J'accuse réception de la lettre par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011. Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'Agence pendant la période concernée.
Appréciation du Consultant	<p>Nous voudrions préciser qu'en vertu du principe de continuité du service il n'est pas convenable pour un responsable de se soustraire à ses obligations sous prétexte que la Direction Générale de l'ARESA a changé de titulaire.</p> <p>Les documents sur la base desquels nos travaux ont été effectués nous ont été transmis par le Président de la Commission des Marchés, les autres acteurs de la passation des marchés sont également toujours en activité dans la structure et sont normalement à même d'apporter les éclairages sur chacun des points de non-conformité soulevés dans notre rapport provisoire.</p>

DRP N° 5 FOURNITURE DE MOTO D'UNE PUISSANCE DE 250 cm³ AVEC UNE TOP CASE ET UN CASQUE DE SECURITE	
Date de saisine des fournisseurs	02 Décembre 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	09 Décembre 2011
Délai de préparation des offres	07 Jours
Date d'attribution	12 Décembre 2011
Délai d'exécution	
Date de notification	12 Décembre 2011
Date de signature du contrat	13 Décembre 2011
Date de réception	27 Décembre 2011
Date de paiement	29 Décembre 2011
Nombre d'offres reçues	05 Offres reçues : <ul style="list-style-type: none"> • GIE CIRAC : 2 743 500 F CFA TTC • SAMAT SARL : 2 692 000 F CFA TTC • ECOPRES : 2 829 050 F CFA TTC • SEMSA SARL : 2 832 000 F CFA TTC • SERCO : 2 979 500 F CFA TTC
Attributaire	SAMAT SARL
Montant du marché en F CFA TTC	2 692 000 F CFA TTC
Non conformités	Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres soumissionnaires auxquels la lettre a été envoyée. Ceci n'est pas conforme à la circulaire 004 du Premier Ministre ; L'information écrite des candidats non retenus du rejet de leurs

	<p>offres n'a pas été faite en violation des dispositions de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>L'attestation et le justificatif du reversement du précompte de la TVA ne figurent pas dans le dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>J'accuse réception de la lettre par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011. Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'Agence pendant la période concernée.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous voudrions préciser qu'en vertu du principe de continuité du service il n'est pas convenable pour un responsable de se soustraire à ses obligations sous prétexte que la Direction Générale de l'ARESA a changé de titulaire.</p> <p>Les documents sur la base desquels nos travaux ont été effectués nous ont été transmis par le Président de la Commission des Marchés, les autres acteurs de la passation des marchés sont également toujours en activité dans la structure et sont normalement à même d'apporter les éclairages sur chacun des points de non-conformité soulevés dans notre rapport provisoire.</p>

DRP N6 FOURNITURE DE MATERIEL D'EMBALLAGE	
Date de saisine des fournisseurs	05 Juillet 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	15 Juillet 2011
Délai de préparation des offres	10 Jours
Date d'attribution	18 Juillet 2011
Date de notification	18 Juillet 2011
Délai de livraison	-
Date de signature du contrat	19 Juillet 2011
Date d'enregistrement	02 Mars 2012
Fournisseurs consultés	05 prestataires consultés : <ul style="list-style-type: none"> • ETS Alioune CISSE dit Badou, 8 Rue TOLBIAC – DAKAR • INTERPROMOTION II, 18 Abdoul Karim BOURGI – DAKAR • CONCEPTIKA SARL, SOPRIM N°127 B Patte d'Oie – DAKAR • GIE FRAMI, 22 Rue FLEURUS – DAKAR • GIE SOPE NABI, 184 Cité SOPRIM – DAKAR
Nombre d'offres reçues	05 Offres reçues : <ul style="list-style-type: none"> • CONCEPTIKA SARL : 29 411 500 F CFA TTC • INTER PROMOTION II : 29 494 100 F CFA TTC • ETS Alioune CISSE dit Badou : 29 559 000 F CFA TTC • GIE FRAMI : 29 736 000 F CFA TTC • GIE SOPE NABI : 29 972 000 F CFA TTC
Attributaire	CONCEPTIKA SARL
Montant du marché en F CFA TTC	29 411 500 F CFA TTC
Non conformités	Les lettres d'invitation à soumissionner n'indiquent pas l'identité des autres soumissionnaires auxquels la lettre a été envoyée. Ceci n'est pas conforme aux dispositions de la circulaire

	<p>004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le dossier ne comprend pas non plus les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;</p> <p>L'examen des factures Pro forma a permis de noter des signes de collusion entre INTER PROMOTION et ALIOUNE CISSE ;</p> <p>Le contrat a été enregistré le 02 Mars 2012 soit 08 mois après sa signature (19 Juillet 2011) et 03 mois après la réception définitive des fournitures et le règlement (05 Décembre 2011) ;</p> <p>Le délai de livraison n'est pas mentionné dans le contrat en violation de l'article 13-6 du CMP ;</p> <p>L'attestation et le justificatif du reversement du précompte de TVA ne figurent pas dans le dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Se conformer à la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 13 du CMP ;</p> <p>Veiller au bon ordre de mise en œuvre des différentes étapes de la passation des marchés pour éviter l'enregistrement des contrats bien après que les marchés soient exécutés et payés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>J'accuse réception de la lettre par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011. Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'Agence pendant la période concernée.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous voudrions préciser qu'en vertu du principe de continuité du service il n'est pas convenable pour un responsable de se soustraire à ses obligations sous prétexte que la Direction Générale de l'ARESA a changé de titulaire.</p> <p>Les documents sur la base desquels nos travaux ont été effectués</p>

	nous ont été transmis par le Président de la Commission des Marchés, les autres acteurs de la passation des marchés sont également toujours en activité dans la structure et sont normalement à même d'apporter les éclairages sur chacun des points de non-conformité soulevés dans notre rapport provisoire.
--	--

DRP N° 7 FOURNITURE DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	-
Délai de préparation des offres	-
Date d'attribution	-
Fournisseurs consultés	-
Nombre d'offres reçues	<p>Quatre (4) offres reçues</p> <ul style="list-style-type: none"> - SANTORA INNOVATIONS 5 630 750 FCFA - CONCEPTIKA 5 517 385 FCFA - PLANTATION SARL 6 242 259 FCFA - INTER-PROMOTION II 5 931 270 FCFA
Attributaire	SANTORA INNOVATIONS
Montant du marché en F CFA TTC	5 464 285 FCFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne sont pas classées dans le dossier de passation ;</p> <p>Le Procès Verbal d'évaluation portant proposition d'attribution ne mentionne pas le montant auquel le marché a été attribué ;</p> <p>Le dossier ne comprend pas non plus les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;</p> <p>L'observation des factures pro forma a permis d'identifier des signes de collusion entre les fournisseurs PLANTATION SARL,</p>

	<p>SANTORA, INTER PROMOTION et CONCEPTIKA ;</p> <p>Les paiements ont été effectués le 29 décembre 2011 alors que le contrat n'avait pas été enregistré. Ledit enregistrement est intervenu le 19 mars 2011 soit plus de deux (2) mois après l'exécution du contrat ;</p> <p>L'attestation et le justificatif du reversement du précompte de TVA ne figurent pas dans le dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement exhaustif des documents relatifs à la passation des marchés et se conformer aux instructions du manuel d'archivage et de classement des documents de passation des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au bon ordre de mise en œuvre des différentes étapes de la passation des marchés pour éviter l'enregistrement des contrats bien après que les marchés soient exécutés et payés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>J'accuse réception de la lettre par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011. Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'Agence pendant la période concernée.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous voudrions préciser qu'en vertu du principe de continuité du service il n'est pas convenable pour un responsable de se soustraire à ses obligations sous prétexte que la Direction Générale de l'ARESA a changé de titulaire.</p> <p>Les documents sur la base desquels nos travaux ont été effectués nous ont été transmis par le Président de la Commission des Marchés, les autres acteurs de la passation des marchés sont également toujours en activité dans la structure et sont normalement à même d'apporter les éclairages sur chacun des points de non-conformité soulevés dans notre rapport provisoire.</p>

	DRP N° 8 FOURNITURE D'INTRANTS AGRO ALIMENTAIRES
Date de saisine des fournisseurs	05 Juillet 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	15 Juillet 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	09 jours
Date d'attribution	-
Nombre d'offres reçues	Cinq (5) offres reçues <ul style="list-style-type: none"> - ALIOUNE CISSE DIT BADOU 35 105 000 FCFA - KINE GLOBAL BUSINESS 29 222 700 FCFA - INTER-PROMOTION II 28 296 400 FCFA - SERVICE PLUS 29 954 300 FCFA - CONCEPTIKA SARL 27 228 500 FCFA
Attributaire	CONCEPTIKA SARL
Montant du marché en F CFA TTC	27 228 500 FCFA TTC RAMENES A 4 222 040 F CFA
Non conformités	<p>Le dossier ne comprend pas les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;</p> <p>Les offres des candidats présentent des similitudes qui laissent entrevoir au moins une collusion entre fournisseurs ;</p> <p>Le Procès Verbal d'attribution ne mentionne pas le montant auquel le marché a été attribué. Il ressort cependant de l'examen des factures pro forma que le moins disant CONCEPTIKA a proposé un montant de 27 228 500 F CFA. Une commande pour ce même montant lui a été adressée le 19 juillet 2011. La livraison partielle est intervenue le 15 novembre 2011 soient 4 mois après l'émission du Bon de Commande et seulement pour une partie des intrants commandés. Nous notons qu'un contrat daté du 19 juillet 2011 a été signé avec l'attributaire pour un montant de 4 222 040 CFA correspondant exactement à la contrevaletur des intrants livrés. Ce contrat semble avoir été signé pour régulariser la défaillance de l'attributaire car il serait incongru d'émettre le même jour un Bon de Commande de 27 228 500 F Cfa et de ne contracter que pour</p>

	<p>4 222 040 F CFA. A notre avis, c'est en raison de l'impossibilité pour l'attributaire de satisfaire à ses obligations que l'autorité contractante s'est résolue à contracter pour ce montant revu à la baisse dans des proportions anormales et non prévues par la consultation. Le suivi de l'exécution du marché n'a pas été effectué conformément aux dispositions du CMP notamment en servant une mise en demeure en bonne et due forme à l'attributaire et éventuellement en prononçant la résiliation du contrat initial (il ne nous a pas été remis) et en poursuivant avec le second moins disant aux risques et périls de l'attributaire défaillant ;</p> <p>Le contrat n'a été enregistré que plus de huit (8) mois après son exécution et après paiement des prestations alors que lesdits paiements ne doivent être effectués que sur la base de contrats dûment enregistrés.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement exhaustif des documents relatifs à la passation des marchés et se conformer aux instructions du manuel d'archivage et de classement des documents de passation des marchés de l'ARMP;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au bon ordre de mise en œuvre des différentes étapes de la passation des marchés pour éviter l'enregistrement des contrats bien après que les marchés soient exécutés et payés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>J'accuse réception de la lettre par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011. Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'Agence pendant la période concernée.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous voudrions préciser qu'en vertu du principe de continuité du service il n'est pas convenable pour un responsable de se soustraire à ses obligations sous prétexte que la Direction Générale de l'ARESA a changé de titulaire.</p> <p>Les documents sur la base desquels nos travaux ont été effectués nous ont été transmis par le Président de la Commission des Marchés, les autres acteurs de la passation des marchés sont également toujours en activité dans la structure et sont normalement à même d'apporter les éclairages sur chacun des points de non-conformité soulevés dans notre rapport provisoire.</p>

DRP N° 9 FOURNITURE D'EQUIPEMENTS ET AMENAGEMENT D'UNE PLATEFORME AGRO ALIMENTAIRE	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	-
Délai de préparation des offres	-
Date d'attribution	-
Nombre d'offres reçues	<p>Cinq (5) offres reçues</p> <ul style="list-style-type: none"> - ARCHI STORE SARL 28 379 000 FCFA - PLANTATION SARL 29 559 000 FCFA - INTER-PROMOTION II 29 913 000 FCFA - SERVICE PLUS 29 736 000 FCFA - CONCEPTIKA SARL 29 441 000 FCFA
Attributaire	ARCHI STORE SARL
Montant du marché	28 379 000 FCFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation des candidats n'ont pas été mises à notre disposition dans le dossier ;</p> <p>Les PV d'attribution ne mentionnent pas le montant auquel le marché a été attribué ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution n'est pas classée dans le dossier ;</p> <p>Le dossier ne comprend pas les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;</p> <p>L'examen des offres a permis de noter des similitudes entre les offres d'INTERPROMOTION et de CONCEPTIKA laissant</p>

	<p>entrevoir des manœuvres collusives entre ces fournisseurs ;</p> <p>Le contrat n'a été enregistré que près de neuf (9) mois après la signature, bien après son exécution et après paiement des prestations alors que lesdits paiements ne doivent être effectués que sur la base de contrats dûment enregistrés.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au bon ordre de mise en œuvre des différentes étapes de la passation des marchés pour éviter l'enregistrement des contrats bien après que les marchés soient exécutés et payés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>J'accuse réception de la lettre par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011. Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'Agence pendant la période concernée.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous voudrions préciser qu'en vertu du principe de continuité du service il n'est pas convenable pour un responsable de se soustraire à ses obligations sous prétexte que la Direction Générale de l'ARESA a changé de titulaire.</p> <p>Les documents sur la base desquels nos travaux ont été effectués nous ont été transmis par le Président de la Commission des Marchés, les autres acteurs de la passation des marchés sont également toujours en activité dans la structure et sont normalement à même d'apporter les éclairages sur chacun des points de non-conformité soulevés dans notre rapport provisoire.</p>

	DRP N° 10 FOURNITURE DE MATERIEL BUREAUTIQUE ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES DIVERS
Date de saisine des fournisseurs	02 Novembre 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	11 Novembre 2011
Délai de préparation des offres	08 jours
Date d'attribution	-
Nombre d'offres reçues	Cinq (5) offres reçues <ul style="list-style-type: none"> - ARCHI STORE SARL 6 478 200 FCFA - SANTORA INNOVATIONS 8 599 250 FCFA - INTER-PROMOTION II 6 955 510 FCFA - PLANTATION SARL 6 876 450 FCFA - CONCEPTIKA SARL 6 868 780 FCFA
Attributaire	ARCHI STORE SARL
Montant du marché	6 478 200 FCFA TTC
Non conformités	<p>Le dossier ne comprend pas les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;</p> <p>L'examen des offres a permis de noter des similitudes entre les offres des soumissionnaires laissant entrevoir des manœuvres collusives. Cette suspicion est renforcée par le fait que tous les candidats ont soumissionné sur le même lot alors que la DRP comprenait deux lots ;</p> <p>L'objet du contrat (Equipement scientifique et plateforme agro-alimentaire) n'est pas conforme à l'intitulé exact de la DRP (fourniture de matériel bureautique et de consommables informatiques) ;</p>

	<p>Le bon de commande n'a pas été daté ;</p> <p>Le contrat n'a été enregistré que plus de trois (3) mois après son exécution ;</p> <p>L'attestation de précompte et le justificatif du reversement de la TVA ne sont pas classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au bon ordre de mise en œuvre des différentes étapes de la passation des marchés pour éviter l'enregistrement des contrats bien après que les marchés soient exécutés et payés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>J'accuse réception de la lettre par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011. Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'Agence pendant la période concernée.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous voudrions préciser qu'en vertu du principe de continuité du service il n'est pas convenable pour un responsable de se soustraire à ses obligations sous prétexte que la Direction Générale de l'ARESA a changé de titulaire.</p> <p>Les documents sur la base desquels nos travaux ont été effectués nous ont été transmis par le Président de la Commission des Marchés, les autres acteurs de la passation des marchés sont également toujours en activité dans la structure et sont normalement à même d'apporter les éclairages sur chacun des points de non-conformité soulevés dans notre rapport provisoire.</p>

DRP N° 11 REALISATION DE TRAVAUX D'IMPRESSION ET DE DOCUMENTS DE PRESENTATION	
Date de saisine des fournisseurs	02 Novembre 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	11 Novembre 2011
Délai de préparation des offres	08 jours
Date d'attribution	-
Nombre d'offres reçues	<p>Cinq (5) offres reçues</p> <ul style="list-style-type: none"> - ARCHI STORE SARL 7 670 000 F CFA - SANTORA INNOVATIONS 8 437 000 F CFA - INTER-PROMOTION II 8 555 000 F CFA - SERVICE PLUS 7 550 000 F CFA - CONCEPTIKA SARL 8 555 000 F CFA
Attributaire	ARCHI STORE SARL
Montant du marché	7 670 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>Le dossier ne comprend pas les lettres d'information des soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres. Il convient de préciser que cette information des soumissionnaires est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation tant en vertu du principe de transparence qu'au regard de ses effets sur les voies de recours ouvertes aux candidats contre la procédure ou contre le contrat lui-même ;</p> <p>L'examen des offres a permis de noter des similitudes entre les offres des soumissionnaires laissant entrevoir des manœuvres collusives. Une même anomalie a été identifiée entre la pro forma d'un soumissionnaire et le bon de commande émis par l'autorité contractante laissant supposer une simulation de concurrence ;</p> <p>Le contrat n'a été enregistré que plus de trois (3) mois après son exécution ;</p> <p>L'attestation de précompte et le justificatif du reversement de la TVA ne sont pas classés dans le dossier.</p>

Recommandations	<p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 67 et 78 du CMP ;</p> <p>Veiller au bon ordre de mise en œuvre des différentes étapes de la passation des marchés pour éviter l'enregistrement des contrats bien après que les marchés soient exécutés et payés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>J'accuse réception de la lettre par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la gestion 2011. Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'Agence pendant la période concernée.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous voudrions préciser qu'en vertu du principe de continuité du service il n'est pas convenable pour un responsable de se soustraire à ses obligations sous prétexte que la Direction Générale de l'ARESA a changé de titulaire.</p> <p>Les documents sur la base desquels nos travaux ont été effectués nous ont été transmis par le Président de la Commission des Marchés, les autres acteurs de la passation des marchés sont également toujours en activité dans la structure et sont normalement à même d'apporter les éclairages sur chacun des points de non-conformité soulevés dans notre rapport provisoire.</p>

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 02 avril 2013

A Madame le Directeur Général
de l'Agence Nationale de la
Recherche Scientifique Appliquée
(ARESA)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

Madame le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Madame le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Reçu le 8/04/2013



Ibra Guèye
Associé

ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi



Présidence de la République

*Agence Nationale de la Recherche
Scientifique Appliquée*

La Directrice Générale

Objet : Rapport de mission provisoire

Réf : VL du 2 avril 2013

Monsieur le Directeur associé,

J'accuse réception de la lettre sus référencée par laquelle vous me transmettez le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011.

Cependant, je suis au regret de ne pouvoir apporter des commentaires sur le rapport, étant donné que je n'étais pas encore à la tête de l'agence pendant la période concernée.

Veuillez agréer Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

/-))

Monsieur Ibra Guèye

Directeur Associé Cabinet BSC

Immeuble Coumba Castel

12, Rue Saint Michel

= DAKAR =

N° **000466** /DG/bdt

Dakar, le **16 AVR. 2013**



AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE – Avenue cheikh Anta DIOP -Sicap
Point E Immeuble D 2^e étage – DAKAR (Sénégal) –BP 5356 /Dakar-Fann –Tél.33.859.43.70
Fax : 824.16.57- Email : dg@aresa.sn